

url :   <http://ugtg.org/spip.php?article1666>

D klarasyon de l'UGTG : On kongr  pou kouyonn  Travay    P p Gwadeloup

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2011

Mis à jour le : mardi 6 décembre 2011

UGTG.org

UGTG KA DEKLARE

TRAVAY , GWADLOUP YEN DOUBOUT

On kongr  pou kouyonn  Travay    P p Gwadeloup

Lundi 7 Novembre 2011, branle-bas de combat au conseil régional : c Euros"est jour de congrès. En vertu de la Loi d'orientation pour l'Outre-mer (LOOM) du 28 mars 2000, les conseillers régionaux et généraux peuvent se réunir sur divers sujets prévus par la loi. Victorin Lurel a donc choisi celui de la violence et lâEuros"insécurité, un thème porteur au cœur de la campagne électorale de 2012.

La violence et lâEuros"insécurité sont des sujets importants mais sont-ce les préoccupations premières des Guadeloupéens ? Les sondages des agences Qualitat et Ipsos répondent à ces questions. Cette problématique nâEuros"est pas la préoccupation première des Guadeloupéens. En effet, les difficultés relatives à lâEuros"emploi, au chômage, à la formation et à lâEuros"insertion des jeunes et les questions relatives au pouvoir d achat et aux conditions de vie arrivent en tête.

Pourquoi avoir choisi de traiter cette problématique qui ne relève dâEuros"ailleurs pas de la compétence du congrès ni de celle du conseil général ou du conseil régional. Pourquoi ne pas avoir choisi les principales inquiétudes des Guadeloupéens qui relèvent dâEuros"ailleurs des attributions du département mais singul rement de la collectivité régionale, dâEuros"autant plus que la violence et lâEuros"insécurité sont la conséquence directe de la non-satisfaction des principales préoccupations. En réfléchissant quelques minutes, la réponse arrive très vite car lâEuros"astuce ou du moins la supercherie ou plutôt la manipulation est savamment montée. Vous choisissez un thème qui ne relève pas de votre compétence, vous faîtes quelques propositions qui ne vous engagent à rien et vous dénoncez lâEuros"inefficacité et lâEuros"absence de mesures émanant de lâEuros"autorité compétente. Au passage, le préfet ayant flair  le traquenard a refusé lâEuros"invitation. Dans le même temps, vous désignez quelques boucs émissaires responsables de la violence et de lâEuros"insécurité en Guadeloupe. LâEuros"actualité récente avec la mort tragique de plusieurs personnes durant le week-end tombe à pic pour fixer le cadre. Et pour donner un caractère solennel à toutes ces décisions, vous invitez à un grand témoin à chargé de jouer le rôle du messie venu diffuser la bonne parole.

Aussi, la médiatisation complice par le quotidien régional de titres chocs sur le thème de la violence et de lâEuros"insécurité plusieurs semaines durant, puis la publication dâEuros" loges emphatiques sur le congrès et ses initiateurs, consacrent Toto, Gillot et Hollande. D Euros"ailleurs, nâEuros"ont-ils pas affiché sans vergogne leur plan au grand jour :  « *Et c Euros"est bien là que se niche toute la réussite du tandem Gillot-Lurel : si le gouvernement suit, il légitimera par la force des choses une politique initiée par la gauche (  ki politik !). A quelques mois des présidentielles, le cadeau ferait désordre. S Euros"il s Euros"assoit sur les demandes du congrès, il s Euros"expose à porter seul la responsabilité dâEuros"une dégradation de la situation en Guadeloupe  * », France-Antilles, 09/11/2011. **An menm balan la**, C Euros"est au tour de Laventure dans le France-Antilles du 10/11/2011 de titrer :  « *Sondage : le peuple reprend confiance en ces élus*   en oubliant de lire que seul 32 % des Guadeloupéens déclarent faire confiance aux élus. De là à dire que ce quotidien travaille pour Lurel et Hollande,  Euros!

Yo ka préparé  leksyon a Pr zidan a Fwans 

C Euros"est exactement ce qui s Euros"est passé lors de ce fameux congrès. Faut-il un congrès pour accorder

des subventions aux associations qui luttent contre la violence faite aux femmes ? Faut-il un congrès pour aider la maternité consciente ? Faut-il un congrès pour accompagner la maison de la médiation ? Faut-il un congrès pour renforcer lâEuros"accompagnement des personnes sous main de justice ? Faut-il un congrès pour installer une commission dans une commune ? Faut-il un congrès, faut-il un congrès,âEuros! Toutes ces décisions (d lectations ?), relèvent simplement et directement de la gestion courante des collectivités de Guadeloupe. Alors, pourquoi un tel tapage ? La réponse, là encore est toute simple. Le thème de lâEuros"insécurité et de la violence est porteur lors des élections. Il s agit en définitive de créer et d amplifier la peur chez les citoyens dans un premier temps, pour les détourner de la réalité des souffrances quâEuros"ils subissent (précarité, chômage, sous-emploi, échec scolaire, pauvreté,âEuros!) puis les pousser à accepter toutes les mesures liberticides, anti sociales qui remettent en cause les acquis sociaux, et cela au nom de la lutte contre lâEuros"insécurité.

Pwobl m annou apa pwobl m a yo

Et pourquoi pas un congrès sur lâEuros"application du protocole du 04 mars 2009 qui prévoit notamment la mise en œuvre dâEuros"un plan dâEuros"urgence pour lâEuros"insertion et la formation des jeunes, lâEuros"arrêt des discriminations à lâEuros"embauche, lâEuros"accès des cadres gwadeloup ens aux postes à responsabilité, des mesures relatives à la baisse des prix et à lâEuros"amélioration du pouvoir dâEuros"achat, etc. Autant de mesures de nature à agir directement sur les causes de la violence et de lâEuros"insécurité. Mais visiblement, Victorin Lurel, Jacques Gillot et Marie-Luce Penchard ont fait un tout autre choix : celui de mettre un terme aux négociations, de ne plus réunir la commission de suivi des accords conclus avec le LKP et surtout de nâEuros"appliquer aucun engagement du protocole du 4 mars et donc de placer encore plus ce pays sous le joug des **pwofitan** et de leurs violences et insécurités.

Lors du congrès, certaines interventions ont touché le cœur du problème en insistant sur le chômage, la précarité, la pauvreté, lâEuros" chec scolaire, lâEuros"illettrisme, la formation professionnelle et lâEuros"insertion des jeunes. Curieusement, aucune dâEuros"entre elles ne se retrouve dans les résolutions. Or ce sont bien ces maux qui engendrent violence et insécurité.

Le taux de criminalité est donc lié aux difficultés sociales. Pour prendre à bras le corps cette problématique, on peut bien entendu tenir des discours moralisateurs ou sécuritaires. Il est cependant plus efficace ( conomiquement et socialement) de rechercher des solutions aux difficultés qui lui sont les plus étroitement corrélées et en tout premier lieu le chômage, et singulièrement le chômage des jeunes.

Nous lâEuros"aurons compris. Il ne s agissait pas de trouver des réponses aux problèmes des Guadeloupéens mais de faire peur aux Guadeloupéens (**sa pa v di pani vyolans an gwadeloup**), de mettre le pouvoir sarkhoziste en difficulté sur la question de la violence et de rendre le mouvement social, et singulièrement les syndicats, responsables de lâEuros"insécurité en Guadeloupe. Et pour finir, arriver en sauveur et cela, à quelques encablures des élections présidentielles fran saises.

URVOAS âEuros" HORTEFEUX âEuros" GUÉANT menm b t menm pw l

CâEuros"est donc pour cela que   le grand témoins à ou plutôt le shérif du parti socialiste qui nâEuros"est autre que le futur ministre de lâEuros"intérieur de Hollande était présent à cette rencontre. Et ce dernier, Jean-Jacques Urvoas, s est l ch  en s en prenant directement au mouvement social. Le même député du Finistère qui reproche à Hortefeux et Guéant dâEuros" tre des adeptes de mesures remettant en cause les libertés fondamentales, nâEuros"a pas hésité à réclamer plus de police, plus de gendarmerie, plus de prison, plus de centre fermé, plus de répression, plus de condamnation à des peines lourdes pour les syndicalistes. Et pourtant, nâEuros"est-ce pas lui qui sur son blog, écrivait dans les 22 propositions du   *Forum*

des idées Sécurité - Pour un pacte national de la protection de Sécurité Publique » du 17 novembre 2010 : « Il n'y a pas de droit de l'homme sans sécurité ni de sécurité sans respect des droits de l'homme. » ; Et plus loin, l'homme rencontre de la Droite : « Monter ces opérations spectaculaires, tenir des discours vengeurs, médiatiser l'outrance, ridiculiser la prévention de proximité, tout cela relève de l'homme une gesticulation visant à donner l'illusion de l'action. Non seulement les problèmes de fond ne sont pas réglés, mais ils sont exacerbés. » En Guadeloupe, le shérif s'est laché **davwa sè n'g ki la**. Et c'est ainsi que toutes les propositions du sieur Urvos ont été consignées dans une résolution l'adresse de l'Etat. L'encore, posons-nous les bonnes questions. Pourquoi ce redresseur de torts n'a-t-il pas tout simplement pris l'engagement, devant les Guadeloupéens, en cas de victoire de la gauche en mars 2012 de fournir les véhicules, les bateaux, les effectifs, la couverture satellite que réclament les fonctionnaires de police ? Pourquoi ne pas avoir pris l'engagement de mettre en œuvre toutes ces propositions et revendications ?

Il s'agit tout simplement d'une vaste manipulation qui surfe sur la souffrance du peuple Guadeloupéen et cela dans le seul but de satisfaire des ambitions politiciennes. Et pendant que le shérif s'en prend aux Guadeloupéens d'origine africaine, une mère de famille tue un de ses enfants, en blesse un autre grièvement dans le Finistère, le département du shérif. Et aucun journaliste ni psychologue ou autre n'aura écrit que la majorité des crimes commis dans ce département était par des blancs.

Tousa pou di que les propos contenus dans le rapport du congrès sont racistes et savamment distillés au sein de notre peuple. Cette manœuvre a pour but de diviser les Guadeloupéens et d'entretenir la haine et l'autodénigrement qui nous a été inculqué depuis des siècles. **An-nou pa l'as ladiabl's a yo rantr' an j'annou !**

V'glaj an tout jan, san hont, san j'n

Manipilasyon d'ya' poko manny' car d'ores et déjà, Victorin Lurel a annoncé deux congrès avant la fin de l'année sur l'alimentation et le fameux projet guadeloupéen de société. Et de rappeler à maintes reprises que toutes ces réflexions rentraient dans la construction de ce projet. Curieux tout de même de la part d'un homme qui a toujours clamé haut et fort que toutes ces questions étaient réglées depuis le 7 décembre 2003 et confirmées par sa réélection en mars 2010.

Encore une fois, il s'agit de tout mettre en œuvre pour assurer une large victoire à Hollande en Guadeloupe et ainsi espérer une place dans le futur gouvernement de la France, tout en se plaçant en pole position pour la réforme territoriale de 2014. **I doublé Gillot.**

Pour cela, il convient de mener une campagne de diabolisation et de criminalisation de l'action syndicale en présentant le LKP comme le responsable voire l'organisateur des violences et de l'insécurité. Et là, c'est le rôle attribué à quelques larbins serviteurs du système colonial à l'instar de certains journalistes, psychologue expert et autres politiciens nostalgiques de la période esclavagiste.

Un appel au lynchage des militants syndicalistes

Dans un rapport confidentiel du Ministère de l'intérieur rédigé par l'inspection générale de la gendarmerie nationale (mais pas si confidentiel que ça car largement diffusé par l'homme politique journaliste Rayapin de Guadeloupe première et Vidal et Armor, fidèles supporters de Lurel à France-Antilles), les dirigeants du LKP sont présentés comme des chefs de gangs et le LKP comme ayant eu un **« rôle »**

déclencheur voire catalyseur de la crise de 2009 sur lâEuros"amplification des phénomènes de bandes  » pour reprendre les propos de Rayapin.

Mieux encore, il y est même reproché aux travailleurs et singul rement aux agents de sécurité de Guadeloupe d tre syndiqués dans des organisations à « *proches du mouvement social* ». Et pourtant la liberté de se syndiquer dans le syndicat de son choix est gravée dans la constitution française.

En vérité, comme pendant lâEuros"esclavage, il faut éradiquer toutes contestations de lâEuros"ordre colonial établi. Il faut vivre en chien couchant, se taire et obéir aux maîtres. C Euros"est là la volonté première de ceux qui veulent rendre le LKP responsable de la situation actuelle.

C Euros"est donc un véritable appel au lynchage du mouvement social, du LKP, des organisations de lutte **kont tout pwofitasyon**, qui est lancé par Lurel et Gillot. **E nou poko vw  ayen, an 2014, ka sa k  y  ? Yo v  fin bat  pi tout owganizasyon ka lit  kon pwofitasyon.**

Au passage, nous aurons noté la présence du responsable du parti dâEuros"extrême droite à Cohésion sociale et libertés r publicaines  au côté de Victorin Lurel. Une telle atmosphère, une telle alliance nous rappelle la campagne présidentielle de 2002 o 1 Lepen était arrivé au deuxième tour face à Chirac qui avait orchestré sa campagne autour du thème de la violence, propulsée par lâEuros" cho complice de quelques m dias Euros! **kon isidan**.

Le futur ministre de lâEuros"intérieur du gouvernement Hollande, invité par Lurel, a clairement appelé à la condamnation des syndicalistes à de lourdes peines. **Plis ki sa yo ja ka f  konny la**. Ce sont aujourd hui plus de 30 militants et dirigeants de lâEuros"UGTG qui sont condamnés ou poursuivis par la justice coloniale française. N Euros"en d plaie à tous ces réactionnaires, le LKP a pleine autorité et légitimité pour continuer à combattre la **pwofitasyon** capitaliste et la domination coloniale. C Euros"est aussi une référence à laquelle les luttes et les soulèvements qui se multiplient **toupatou asi lat ** ressemblent, aussi bien dans la forme que dans le fond.

Travay , P p Gwadeloup san lalit pani viktwa, pani pwogr 

En effet, sur tous les continents, les travailleurs et les peuples se soulèvent contre lâEuros"ordre capitaliste et colonialiste. Ils sont présentés comme irresponsables, incrédules, car refusant de se soumettre au diktat des marchés. Le système de **pwofitasyon** est en déroute et il ne lui reste donc que la violence et la répression. Chaque jour, de nouvelles mesures dâEuros"austérité voient le jour remettant en cause les acquis sociaux et les libertés fondamentales et cela afin de garantir à la bourgeoisie, au grand capital, la belle vie. Les travailleurs et les peuples doivent courber lâEuros" chine, se soumettre et accepter toutes les décisions prises par une poignée de nantis qui œuvrent au profit des compagnies dâEuros"assurances, des banques, des multinationales et des importateurs distributeurs, qui travaillent pour les **pwofitan**.

Travailleurs, Peuple de Guadeloupe : REBELLONS-NOUS ! Refusons cette vie qui nous est faite. Refusons de sacrifier nos enfants pour lâEuros"enrichissement d  onti pilo pwofitan.

Camarades, Travailleurs, préparons la mobilisation. Dans toutes les entreprises, dans les administrations, revendiquons lâEuros"amélioration de nos conditions de vie et de travail.

Refusons la remise en cause de nos acquis sociaux !

Refusons le démantèlement des statuts et conventions collectives !

Exigeons des salaires décents et l'application de toutes les dispositions de l'accord BINO !

Exigeons le maintien en service des hôpitaux de Marie-Galante, du CHU, de Capesterre, etc. !

Exigeons des services publics de qualité et un service public de transport performant !

Exigeons un véritable service public d'approvisionnement et de distribution de carburants !

Exigeons la sauvegarde des terres agricoles, le développement de notre production et combattons le projet de port en eaux profondes !

Exigeons un véritable service public de production et de distribution d'eau et un prix unique !

Refusons la destruction de notre environnement et rejetons le projet du téléphérique !

Défendons notre culture et construisons l'école de la réussite !

Exigeons la priorité d'accès aux postes à responsabilité pour les cadres Guadeloupais !

Exigeons un véritable plan d'urgence pour la formation et l'insertion des jeunes !

Camarades, Travailleurs, annou pran douvan avan i tro ta.

UGTG, Lapwent, 12 Novanm 2011